L'ECHO DE MANITOBA

JEUDI, 9 Nov. 1899.

Toutes communications concernant la rédactions devront être adressées à M. D'HELLENCOURT, Rédacteur, Boite 1309, WINNIPEG, MAN.

Plus d'hesitation permise

Il s'est produit en ces derniers quinze jours des évènements de la plus haute importance. Il convient de les envisager et de les discuter en toute sincérité, car ils constituent une phase nouvelle et décisive, dans la question qui nous préoccupe pardessus toutes, celle "des Ecoles".

Sir Charles Tupper, M. Casgrain, M. Bergeron, ont à diverses reprises dans des réunions politiques affirmé et répété que la "question des écoles était morte."

Sir Charles Tupper ajoutait même qu'il était heureux de voir disparaitre une question qui avait fait perdre bien des votes au parti conservateur en 1896.

Nous n'avons pour notre part jamais entretenu la moindre illusion quant à la sincérité des promesses de législation fédérale, dont le parti conservateur à cherché à nous leurrer; mais il existait encore parmi notre population quelques rares individus qui restaient convaincus de la bonne foi du parti conservateur, et qui s'appuyant sur cette conviction desiraient sincèrement le voir revenir au pouvoir, dans l'espoir que son premier acte serait de presenter et de faire voter une législation rémédiatrice rendant à la minorité catholique la plénitude légale de ses droits.

Les déclarations récentes de Sir Charles Tupper, de M. Casgrain, de M. Bergeron, auront pour effet nous l'espérons de désiller leurs yeux.

Sans doute, nous déplorons profondément, l'impossibilité absolue où se trouve depuis longtemps la minorité d'espérer en une législation remédiatrice; mais la faute en est imputable à des causes indépendantes de notre volonté et puisque nous n'y pouvons rien changer, le mieux est de se tourner vers la seule porte qui nous reste ouverte: la conciliation et la bonne entente entre les deux pouvoirs, féderal et provincial, conciliation facilitée par la nécessité pour l un et l'autre de se concilier notre appui.

Il n'est pas hors de propos de remarquer que l'attitude prise dernièrement par le parti conservateur, qui pour servir ses intérêts particuliers n'a pas hésité à soulever la question de l'Impérialisme, rend encore plus invraisemblable toute tentative de législation fédérale à l'égard de la minorité. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce sujet.

Quoiqu'il en soit, le bien fondé de l'attitude prise par M. Laurier et le parti libéral en 1896, reçoit ainsi des évènements eux mêmes une éclatante confirmation.

Pour notre part nous acceptons avec plaisir et satisfaction les déclarations des chefs conservateurs, car, étant convaincus de l'impossibilité du recours fédéral, la minorité par suite, n'a rien à gagner suivant nous, à voir cette question rester dans l'arène de la politique fédérale, pour le seul et unique bénéfice de quelques politiciens.

En tant que question de parti, en tant qu'issue politique nous devons être heureux de voir cette question disparaître du champ clos et cesser de servir d'armes entre les mains de combattants uniquement préoccupés des intérêts de leur coterie.

A ce point de vue, nous saluons donc cet évènement comme un présage de bon augure pour la minorité et nous en témoignons en toute sincérité notre gratitude à l'éminent chef du parti libéral, à Sir Wilfrid Laurier à qui revient l'honneur d'avoir soustrait notre cause aux manœuvres perfides et nuisibles des politiciens.

Il semblerait que l'union doive se faire désormais, sans excuse plausible pour s'y refuser, entre tous les membres de la minorité manitobaine.

Tous nos efforts doivent tendre uniquement à améliorer notre position, par le seul moyen de la conciliation. Mais pour cela il est plus que jamais nécessaire d'agir en plein accord, avec unanimité; il ne faut pas oublier qu'il dépend beaucoup de nous, d'aider par notre attitude à faciliter l'obtention de ces concessions ultérieures.

Le vrai moyen de nous faire respecter, de nous imposer, c'est de rester solidement groupés, de ne former qu'un seul homme, une seule volonté, un seul vote.

Il n'y a plus d'hésitation possibles à avoir sur la direction à suivre, entrons donc tous résolument dans cette voie; le succès est au bout.

Que ceux qui hésiteraient à se rallier franchement réfléchissent à la part terrible de responsabilité qu'ils auront à supporter désormais, en entretenant la dissension parmi la minorité.

Encore ces Fanatiques

Le "Morning Telegram," ne perd jamais une occasion d'exciter le fanatisme de la population anglaise contre l'élement français.

Dans un article en date du 1er novembre voici ce qu'il écrivait.

"Une importation plus récente est celle de M. Bernier. La manière dont M. Sifton remplit le bureau (d'immigration) de Français, est une autre particularité; avant l'envoi de M. Bernier, de Québec, il y avait déjà ici deux français dans ce bureau, MM. Roy et Gelley. Est-ce que l'immigration française est si considérable qu'il soit nécessaire d'avoir dans ce bureau trois officiers parlant le français pour s'en occuper?"

C'est ainsi que l'organe de M. H. J Macdonald manifeste envers l'élement français, la bienveillance dont le "Manitoba" se porte garant pour ce même M. Macdonald:

Le journal bleu de Saint-Boniface aura beau nous corner aux oreilles les prétandues sympathies dont suivant, lui le cœur de M. Macdonald est rempli envers la population canadienne-française, nous avons pour nous éclairer, et asseoir notre jugement, mieux que de platoniques protestations, nous avons des faits évidents de mauvais vouloir et d'animosité, et l'article precité du "Telegram" en est un, non des moins convaincants.

Le plus amusant c'est que, ce même Sifton que le "Telegram" dénonce à la population anglaise, comme un ami partial de l'élément français, est chaque jour en butte aux dénonciations, des bons journaux conservateurs français, qui l'accusent d'être l'ennemi acharné de ce même élement!

En réalité, M. Sifton, ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité, il a tout simplement rendu un commencement de justice à la population canadienne-française, privée depuis tant d'années de la part de patronage qui lui revient. Encore convient-il de lui savoir gré d'avoir osé cette initiative, et n'en déplaise au "Telegram" et à la horde de fanatiques dont il cherche à reveiller les mauvais instincts, nous espérons bien qu'il ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Nous sommes loin d'avoir encore la part qui nous revient dans la répartition du patronage, surtout en matière de colonisation, qui est le point le plus important pour nous, puisqu'il interesse l'avenir de notre population toute entière.

Pour en revenir au "Telegram" et à son grand chef il semble décidement. à voir l'hostilité qu'ils manifestent à l'égard de la population française, qu'ils ont perdu tout espoir de cè côté.

Ils jettent nettement l'élement français pardessus bord.

De fait, ils se savent complètement brulés; seule la petite coterie Bernier, La Rivière, leur reste fidèle, mais point n'est besoin de se gêner avec ceux-là, ils avaleront toutes les couleuvres sans sourciller.

La tactique Conservatrice

La tactique adoptée par le parti conservateur dans l'espoir de se hisser au pouvoir, apparait maintenant d'une façon nette et précise, et sans discussion possible.

Comme le déclarait, fort ouvertement le "Morning Telegram" au lendemain de l'élection de Bagot, le parti conservateur abandonne tout espoir de rallier autour de son drapeau la Province de Québec, fière à juste titre de son éminent compatriote sir Wilfrid Laurier auquel elle entend rester dévouée.

Sir Charles Tupper le sait, et ne se fait aucune illusion à cet égard.

Dans ces conditions il s'est dit que la seule chance qui lui restat était de soulever la population des provinces anglaises pour la grouper, et l'opposer toute entière à l'influence de Québec.

A ce jeu là, il n'a rien à perdre, puisque Québec est d'ores et d'avant perdu; il a tout à y gagner au contraire.

Là est le secret de la récente campagne menée par les journaux conservateurs, qui sous prétexte de loyalisme ou d'impérialisme ont eu uniquement en vue de surexiter l'esprit de patriotisme des populations anglaises, et profitant de l'exaltation de ce sentiment de les grouper dans une pensée commune exclusivement anglaise.

Nous ne croyons pas que le vieux baronnet réussisse dans la réalisation de ce plan, parfaitement honteux.

Il est facile de voir par les articles de bon nombre de journaux anglais que nos compatriotes anglais, sont restés sourds pour la plupart à ces appels aux pires préjugés de race.

Sir Charles Tupper et ses devoué complice en fanatisme, les Clark Wallace, les Bergeron, en seront pour leur courte honte.

Sir Wilfrid Laurier s'est montré en ces circonstances, digne de sa réputation; il a agi avec prudence, avec sagesse, et sa conduite mérite d'être mise en parallèle avec l'agitation febrile, avec l'extravagance du vieux chef conservateur.

Nous aurions tort de vouloir juger la conduite du Premier Ministre par le petit bout de la lorgnette de nos convictions personnelles; ceux même qui applaudissent à la théorie, dont M. Bourrassa s'est fait le défenseur, et dont nous nous flattons d'être, ceux-là même ne sauraient méconnaitre que Sir Wilfrid Laurier avait avant tout, le devoir, d'agir en sa qualité de Premier ministre d'une colonie dont la majorité s'était prononcé sans ambages en faveur de l'envoi des volontaires.

Sa conduite est nous le répétons, absolument irréprochable. La seule personne à blâmer en tout ceci, reste le bouillant Sir Ch. Tupper, qui reniant ses plus solennelles déclarations du temps passé, a imaginé cette manifestation de loyauté bruyante et hystérique, trop grossiérement machinée, d'ailleurs pour tromper enfin de compte le peuple canadien.

Une calomnie et une sottise.

Notre suave et angélique confrère, du coin du pont, est visiblement furieux de voir "l'Echo" dévoiler sa lamentable conduite, durant la campagne récente ménée contre les Canadiens-français par son partenaire conservateur le "Morning Telegram."

Il s'excuse sur ce que, préoccupé de répondre a "l'Echo" qu'il appelle l'ennemi sournois, il n'a pu trouver l'espace pour répondre à l'ennemi extérieur et declaré! Pitoyable excuse si l'on songe qu'entre l'article de "l'Echo" et la réponse du "Manitoba" il s'est écoulé deux semaines; ce sont là, histoires à dormir debout!

Sornettes encore, que sa feinte colère contre le proverbe par lequel nous définissions l'attitude du confrère.

Les comparaisons s'imposent, cher monsieur, et votre attitude d'aujourd'hui n'est qu'une confirmation de notre juste appréciation précédente.

Plus que jamais est apparent le lien qui vous baillonne; vous êtez pieds et poings liés, à la disposition de H. J. Macdonald.

Et quand à vos prétendues traditions, derrière lesquelles vous cherchez vainement à vous retrancher; elle ne feraient que mieux ressortir l'indignité de votre conduite actuelle; ne savez-vous pas que "noblesse oblige."

Mais les seules traditions que nous connaissions à votre vertueux organe, ce sont "la calomnie, le mensonge et la sottise', et à celles là, vous êtes restés fidèles.

Vous faites sciemment une abominable calomnie et qui plus est, une sottise, lorsque vous accusez le propriétaire de "l'Echo", M. S. A. D. Bertrand, "d'émarger à la caisse de Greenway;"

Une calomnie; car vous savez fort bien que jamais M. S. A. D. Bertrand, en aucun temps, pas plus hier qu'aujourd'hui, n'a emargé pour un seul centin à la caisse de Greenway.

Le propriétaire de "l'Echo" n'est point de "ceux qui vivent de la politique"; bien loin de là il a sacrifié depuis de longues années, une partie des revenus que lui assure le labeur quotidien de sa profession indépendante pour aider au triomphe de son parti.

Une sottise aussi; car vous maniez là une arme à deux tranchants, fort dengereuse pour vous; pour vous surtout, MM. Bernier et LaRivière, dont le "Manitoba" est l'organe, et qui avez toujours si fidèlement et si copieusement émargés au budget de la Province, avant d'émarger à celui du Dominion.

Avez-vous oublié, monsieur Bernier le temps où vous receviez du budget, $1800 pour traduction, $1500 comme inspecteur des écoles, ou encore $1000 comme membre de la commission municipale!

Si vous trouvez bon de traiter de "valet de Greenway" le rédacteur de "l'Echo de Manitoba," parcequ'il a été en diverses occasions employé à la journée dans les bureaux du gouvernement, quelle épithète nous faudra-t-il vous décerner, à vous qui cumuliez des émolument de $1500 et de $1800?

Si vous soupconnez l'indépendance d'un homme pour deux ou trois centaines de piastres reçues comme rénumération légitime de son travail; quelle idée devons nous avoir de la vôtre, à vous qui remplissiez votre escarcelle de plus de $2000, dans les mêmes conditions?

Serait-ce que vous jugez les autres d'après vous-même.

Mais là encore, vous faites fausse route, car si pour vous le patronage était le seul moyen d'existence, il n'est pour le rédacteur de "l'Echo" qu'un accessoire qu'il n'a jamais personnellement sollicité.

Les traditions du "Manitoba" en fait de patronages? oui parlons en; n'est-ce pas, cher monsieur LaRivière!

C'était le bon temps alors! la langue française vous en avez vécu, mais elle en est morte elle, la pauvre!

Encore une de vos traditions sans doute!

Pas heureux; messieurs du "Manitoba" nous vous conseillons charitablement de ne pas nous forcer à approfondir ce que vous appelez vos traditions.

La discorde au camp des bleus

Il semble que les récentes déclaration de sir Ch. Tupper, de Casgrain et de Bergeron ont eu pour effet de provoquer une nouvelle scission dans le parti conservateur.

Le "Trifluvien" et le "Monde Canadien" qui sont pourtant de nuance fort différentes dans la gamme des bleus, protestent énergiquement contre l'attitude prise par les grand chef indigos.

Voici, la conclusion d'un article du Trifluvien.

(Suite à la 5ème page.)